

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de **restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires** en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

OCTOBRE 1965 — 3^e Année — N° 25

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

EN INDE, les leçons de la violence

Dans la fumée des canonnades et les ovations patriotiques de tous les partis (y compris des "communistes"), une image rassurante de l'Inde est en train de s'effacer du grand livre de contes que le pacifisme international a voulu substituer au "Livre de la Jungle". C'est l'image d'une Inde paisible et progressiste envoyant aux quatre coins du monde en flammes ses pompiers de la non-violence recrutés par l'ONU. Eh bien ! les soldats qui avaient revêtu l'uniforme international pour "défendre la paix" impérialiste en Corée, en Indochine, au Congo, sont ceux-là mêmes qui aujourd'hui portent le fer et le feu aux frontières de l'Inde et du Pakistan. Quelque chose bouge sous les neiges de l'Himalaya. Mais quoi ?

Au moment où les prolétaires de Pétrograd, opposant la violence à la violence, appelaient l'Europe et l'Asie à la guerre sainte contre le capital, le fils d'une famille de marchands lançait en Inde un mouvement de non-coopération économique avec les oppresseurs anglais. Gandhi s'est longtemps défendu de traduire par "non-violence" son mot d'ordre de non-coopération : mais il n'en a pas moins désarmé la révolution indienne, il ne l'en a pas moins détournée du chemin glorieux de l'Octobre russe. Le boycottage des marchands indiens, c'était la muselière aux masses prolétariennes et semi-prolétariennes de Calcutta et de Bombay, c'était le maintien d'un demi-million de villages arriérés dans la plus noire misère. Et l'Inde moderne a confirmé ce diagnostic oublié de l'Internationale Communiste.

En accordant son "indépendance" à l'Inde, l'Angleterre a sauvé la "coopération" avec ses marchands, mais n'a pas banni l'usage de la violence. **Divide et impera !** En 1947, Lord Mountbatten a su diviser l'Empire des Indes pour régner sur deux Etats séparés par des différences de religion : le Pakistan à majorité musulmane et l'Union indienne restée attachée à l'hindouisme. Ce fut le signal des massacres, l'exode des minorités ethniques et religieuses, la première guerre du Cachemire. Ayant renoncé à la violence émancipatrice, l'Inde bourgeoise a été victime de la violence impérialiste et rétrograde. En 1948, le Mahatma Gandhi, symbole de la non-violence, mourait sous le poignard du fanatisme religieux. Ainsi s'écroulait le vieux Panthéon indien entraînant dans sa ruine l'œuvre unificatrice des Grands Mogols musulmans, l'admirable tolérance de la spiritualité hindoue et jusqu'à la **pax britannica**, si lourde pourtant d'une oppression sociale nouvelle et combien plus terrible !

On nous dit aujourd'hui que la perte du Cachemire, province à majorité musulmane, déclencherait en Inde une véritable guerre de religion. Mais

l'Etat n'a-t-il pas préservé le système des castes ? et n'est-ce pas par une loi écrite que sont encore interdits l'abattage des vaches et la consommation de la viande de bœuf ? Peu avant sa mort, Nehru essaya bien de résoudre "dans l'esprit de Gandhi" le différend qui oppose depuis vingt ans l'Inde et le Pakistan. C'est ainsi qu'il libéra le cheikh Abdullah, ancien premier ministre du Cachemire. Mais ni "l'esprit de Gandhi", ni les lumières de la diplomatie indienne, si habile à prêcher la paix de par le monde, ne pouvaient effacer l'une des conséquences historiques de l'émancipation bourgeoise "non-violente" : la partition de l'Inde et du Pakistan.

Aussi fortes que soient les divisions politiques et religieuses que l'Angleterre a semées dans l'ancien Empire des Indes, ce ne sont pourtant pas elles qui ont allumé l'incendie. A la libération du cheikh Abdullah, un journaliste écrivit que pour régler le conflit indo-pakistanaïs, il faudrait "désarmer" la coalition allant de l'hindouisme fanatique jusqu'à M. Krishna Menon et l'extrême-gauche, coalition dont l'un des buts est de renverser l'équilibre politique du pays en exploitant une "trahison" au Cachemire" (*Le Monde* 14/5/64). La guerre a donc éclaté

sous la poussée de forces sociales et politiques rassemblant dans la même unité nationale l'hindouisme militant et les "communistes" de Dange. Ce sont ces forces que le pacifisme officiel et la démocratie indienne n'ont pas pu désarmer, contrôler, mais seulement détourner vers les frontières.

Devant l'éclatement du conflit, Moscou a dit « Nul pays n'a le droit de jeter de l'huile sur le feu », et Pékin a dénoncé la main de l'Amérique. Superbe hypocrisie de tous les tigres de la jungle internationale ! Voici des années que l'Inde se retourne, comme un grand malade, dans un lit tourmenté d'alliances contradictoires. L'Occident, la Chine et la Russie se sont partagés (tour à tour, ou même tous ensemble) les embrassades de ses diplomates et les terrains de chasse de son industrie. Dans les combats à la frontière du Pakistan, "Sabres" américains et "Migs" russes se sont affrontés sans distinction de camp ni d'alliance ; et la Chine "anti-impérialiste" n'a pas ménagé son appui au maréchal Ayub Khan, allié militaire des U.S.A.... Qu'on n'aille pas établir les "responsabilités" nationales : c'est l'impérialisme mondial qui a entassé ses barils de poudre sous le Toit du monde !

(Suite en page 2)

La décision "historique" DU P. C. F.

L'oiseau rare est enfin trouvé, la « Gauche » sauvée : le P.C.F. a pris une « décision historique », il vote pour Mitterand. Tout le monde s'en réjouit : les « communistes » sortent de leur « ghetto ». Toujours sérieux, « Le Monde » note qu'« écarté du pouvoir en 1947... le parti communiste a opéré jeudi sa réinsertion dans la vie politique française ». Ce même journal, rappelle-t-il, regrette à la mort de Thorez que la France n'ait pu mieux utiliser le grand homme d'Etat qu'il s'était révélé être après la Libération dans le gouvernement de Gaulle !

Waldeck Rochet s'est expliqué : Mitterand est contre le « pouvoir personnel » et pour la planification démocratique (version « de gauche » de l'association Capital-Travail et de la politique des revenus) ; s'il est aussi pour « l'Europe, le Marché Commun et l'Alliance Atlantique » qui furent les bêtes noires des « communistes », il ne faut pas y regarder de si près. « L'Humanité » exulte, si fière de voir toute la presse parler de l'événement. Nous nous réjouissons aussi, bien que pour d'autres raisons. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le P.C.F. n'est qu'un parti démocratique et national parmi tant d'autres. Qu'il pousse le crétinisme parlementaire jusqu'à borner ses ambitions à une réforme constitutionnelle qui, par définition, ne modifierait pas d'un pouce l'Etat de classe de la bourgeoisie, ce n'est pas nouveau non plus ; qu'il se limite dans le domaine économique et social à souhaiter (timidement, car Mitterand n'est pas d'accord) la réalisation de ces nationalisations qui ne changent pas un iota à l'exploitation du travail salarié par le capital, c'était également connu ; qu'il découvre même que son pacifisme bélant peut se concilier avec le Pacte atlantique, c'est déjà plus original, mais on s'y attendait. Toutefois, que cela soit dit avec éclat et que le P.C.F. fasse la preuve pratique qu'il appartient bien, et de plein droit, à la grande famille de la gauche démocratique française, éternelle lèche-bottes du Capital, toujours prête à offrir ses bons et loyaux services à l'Etat lorsqu'il traverse quelques difficultés (voir Wilson en Angleterre et Nenni en Italie), voilà qui peut ouvrir les yeux des prolétaires.

Walbeck Rochet est clair : il faut développer « le rassemblement de toutes les forces ouvrières, démocratiques et nationales » ! Les véritables communistes, eux, ne sauraient être « démocrates » : ils luttent pour la dictature du prolétariat ; pas plus que « nationaux » : ils sont internationalistes. Mais ceux qui veulent mettre les « forces ouvrières » au service de la démocratie et de la nation avouent du même coup qu'ils sont les larbins de la bourgeoisie, de sa démocratie et de sa patrie.

L'union des socialistes et des communistes ? Elle s'est faite en 1936 : pour briser les grèves et embrigader le prolétariat dans l'union nationale qui préparait la seconde guerre impérialiste ! Elle s'est faite aussi à la Libération, sous les ordres de de Gaulle qui plus est : pour reconstituer l'Etat fort, désarmer sans heurts les « maquisards » et surtout remettre les ouvriers au travail sans qu'ils revendiquent !

En se ralliant à Mitterand, le P.C.F. rappelle en fait tous ses mérites patriotiques — que de Gaulle, pour sa part, reconnaissait carrément lorsqu'il écrivait que « le Président Thorez... a contribué à maintenir l'unité nationale » — et offre ses services pour l'avenir. Prolétaires, vous êtes prévenus !

La révolte des noirs de Californie :

Question raciale ? Question sociale !

Le conformisme international aura vite enseveli les faits « regrettables » de Californie sous une épaisse couche de silence. Les bourgeois éclairés chercheront encore longtemps les causes "mystérieuses" qui ont enrayé *la-bas* le fonctionnement « pacifique et régulier » du mécanisme démocratique. Et les observateurs des deux bords de l'Atlantique se consolent en pensant qu'après tout les manifestations de violence collective des hommes de « couleur » ne sont pas en Amérique une nouveauté, et que celles de 1943 à Détroit sont restées sans lendemain, quoique beaucoup plus graves.

Pourtant, cette récente flambée de colère a revêtu un caractère non pas vaguement populaire, mais prolétarien, et tous ceux qui l'ont observée avec un sentiment d'espoir et de passion y ont vu quelque chose de profondément nouveau qui nous fait dire : **la révolte noire a été écrasée, vive la révolte noire !**

Ce que cette explosion de fureur collective et « barbare » a eu de nouveau, non dans l'histoire de la lutte de classe en général, mais dans celle du mouvement d'émancipation des salariés et sous-salariés américains de couleur, c'est qu'elle a coïncidé avec la promulgation solennelle de leurs droits politiques et civils par le président

des Etats-Unis. Pour la première fois, on s'était efforcé de séduire l'esclave martyrisé par des concessions apparentes et peu coûteuses, et voilà que sans hésiter, d'instinct, cet esclave refusait de se laisser bander les yeux et de courber de nouveau l'échine !

Ce ne sont ni leurs leaders, plus gandhistes que Gandhi lui-même, ni le pseudo-communisme soviétique, ennemi de la violence, qui ont instruit les Noirs de Californie, mais tout simplement la vie sociale. Formés par ses dures leçons, ils ont crié au monde, sans le savoir et sans même avoir besoin pour cela des mots, uniquement par leur action, que **l'égalité civile et politique n'est rien si l'inégalité économique demeure, qu'aucune loi, aucun décret, aucune prédication ou exhortation ne peuvent venir à bout de cette inégalité-là, qu'on n'en sort que par la destruction violente des bases de la société de classes.**

Cela a suffi à déchirer le voile des fictions juridiques et de l'hypocrisie démocratique, et cette laceration brutale qui déconcertait les bourgeois ne pouvait pas ne pas nous remplir d'enthousiasme, nous marxistes. C'est elle qui doit faire réfléchir les prolétaires assoupis des grandes métropoles blanches, berceaux historiques du capitalisme.

Lorsqu'engagée déjà dans la voie du développement capitaliste, l'Amérique du Nord entreprit sa croisade contre le régime esclavagiste en vigueur dans le Sud, ce ne fut pas pour des raisons humanitaires ou par respect des éternels principes de 1789, mais parce qu'il lui fallait briser les liens d'une économie patriarcale pour que le Capital puisse s'emparer des forces de travail qu'elle emprisonnait. Le Nord n'avait pas attendu la guerre de Sécession pour encourager les esclaves des plantations du Sud à la fuite : cette main-d'œuvre à vil prix qui permettait d'abaisser les salaires des Blancs ou du moins les empêchait d'augmenter était trop tentante. Pendant et après la guerre même, le processus s'accéléra en se généralisant.

Le marxisme salua la guerre de Sécession comme un bond historiquement nécessaire pour sortir d'une économie arriérée, mais il l'ignorait pas qu'une fois « libérée » des esclavagistes du Sud, la main-d'œuvre noire subirait dans le Nord une exploitation à certains égards plus féroce encore, et dont le mécanisme était déjà tout prêt à l'engloutir. Comme le disait Marx dans le *Capital*, le « bon nègre » devait être « libre » de porter sa peau sur le marché du travail pour la faire tanner, sa « li-

bération » des chaînes de l'esclavage supposant la disparition du bouclier protecteur que lui offrait la vieille société sudiste fondée sur des rapports personnels et humains, et sa « liberté » nouvelle n'étant que la solitude, le dénuement et l'impuissance du prolétaire dans la société impersonnelle et inhumaine du Capital.

Moins payé que le Blanc, sans formation professionnelle, isolé dans de nouveaux ghettos en tant que chômeur et donc menacé potentiellement contre le régime de la propriété privée, l'esclave qui avait cherché refuge dans le Nord s'aperçut vite qu'il n'avait pas échappé à son infériorité d'antan. Car à quoi tendait donc la discrimination raciale, la ségrégation à laquelle il était soumis, sinon à le convaincre qu'il n'était pas un être humain, mais une bête de somme, et à le contraindre de se vendre au premier venu sans discuter sur le prix ?

Et voilà qu'un siècle après cette belle « émancipation », on lui accorde la « pleine jouissance » des droits civils alors que son revenu moyen reste terriblement inférieur à celui de ses concitoyens blancs, que son salaire en particulier, ne dépasse pas la moitié (et celui de sa femme, le tiers !) du leur, que la spéculation sur les loyers l'en-

(Suite en page 2)

L'OPPORTUNISME SYNDICAL AU PILORI

Pour alimenter cette rubrique, il nous a suffi de lire ponctuellement « L'Humanité ». Nous y avons trouvé la démonstration journalière du caractère défaitiste que les syndicats impriment à la lutte quotidienne des ouvriers. Ce caractère ne se manifeste sans aucun doute avec éclat que lors des grands mouvements (comme par exemple, lors de la grève Peugeot de ces derniers mois), il n'en imprègne pas moins d'une façon continue, quoique plus discrète, les conflits d'entreprise et les réactions locales des organismes ouvriers à la pression patronale. Il faut que la stérilité et le défaitisme qui caractérisent ces réactions soient inlassablement dénoncés pour que, dans un jour plus ou moins proche, les prolétaires parviennent enfin à remonter le courant d'impuissance et de confusion dans lequel ils sombrent aujourd'hui.

L'OFFENSIVE PATRONALE

Elle se poursuit de façon systématique, par les licenciements et la réduction non compensée des horaires de travail. La C.G.T. met en cause le « Plan de Stabilisation » du gouvernement, c'est-à-dire la façon dont un gouvernement bourgeois pare à la crise capitaliste menaçante en faisant porter le poids des mesures prises sur le dos des salariés. Chose parfaitement normale sans quoi ce gouvernement ne serait pas l'expression des intérêts des classes dominantes. Entre lui et les gouvernements qui l'ont précédé, la seule différence c'est que les autres devaient encore doré la pilule à une classe ouvrière qui n'était pas absolument découragée, tandis que lui, pour la raison exactement contraire, peut afficher ses buts avec le plus grand cynisme.

Dans un article de l'Humanité du 15-9-65 consacré à la Fédération C.G.T. des métaux et qui dénonce le marasme qui menace la production mécanique, nous lisons : « Les « signes positifs » de reprise qu'ont vu poindre les ministres et le chef de l'Etat ont un amer goût de chômage. C'est aussi un signe du temps (gaulliste) que de mettre en parallèle licenciements et concentration ». Eh bien, non. Il n'y a là qu'un seul mot d'inexact, mais il fausse toute la signification sociale de la concentration. Licenciements et concentration sont un signe du temps... capitaliste, quelle que soient la forme et la composition du gouvernement (l'Italie, l'Angleterre ont appelé socialistes de gauche et travaillistes au gouvernement pour appliquer exactement la même politique). Ces mesures sont les seules compatibles avec les intérêts de classe qui dirigent l'économie dans le cadre de rapports de production de classe. Les licenciements en particulier sont une conséquence inévitable des lois de cette économie qui, en temps de « prospérité », fait crever les ouvriers sous les heures supplémentaires, et, dès que pointe la crise, les met sur le pavé. Contre les effets sociaux de ce phénomène, les ouvriers peuvent lutter afin d'amorcer leur portée (notamment en revendiquant énergiquement des indemnités) ; ils ne peuvent nullement en faire disparaître les causes qui ne s'effaceront qu'avec la destruction des rapports capitalistes de production. A plus forte raison est-il insensé d'attendre du gouvernement, du pouvoir bourgeois, qu'il y porte la moindre atteinte. Et pourtant c'est cela même que demandent les syndicats.

Ainsi l'Humanité du 8-9-65 nous apprend également que chez Mack-Bernard, entreprise de Bagneux, sous direction américaine, 116 licenciements ont été décidés, vraisemblablement pour ramener l'usine de Bagneux aux dimensions d'une chaîne de montage et d'un entrepôt de stockage. Les représentants ouvriers ont fait une délégation auprès du ministre de la Production industrielle et c'est de la bouche de ce dernier que nous devons entendre la vérité, la terrible vérité sociale de l'exploitation capitaliste celle que les opportunistes cachent soigneusement aux salariés. Il est impossible, a dit en substance le Ministre, « de s'opposer à la mesure décidée puisque les capitaux étrangers, entrent dans le droit commun et qu'aucune disposition législative ne permet de leur imposer un autre régime ». Où a-t-on jamais vu, en effet, une loi portant atteinte au profit sous le régime du capital ? Mais comme le Ministre s'est gardé de dire qu'il en serait de même s'il s'agissait de capitaux français, les dirigeants syndicaux de chez Mack-Bernard auront toute latitude de répéter que les licenciements sont la faute des Américains et non du capitalisme !

LA "RIPOSTE" SYNDICALE

Devant cette situation, quelle est la réaction des syndicats ? Toujours la même : appel à la population, motions, délégations auprès des directions d'entreprise et des ministères. Ces formules ne sont pas seulement stériles et démoralisantes par leur inefficacité, elles contribuent surtout à entretenir chez les victimes des licenciements des illusions qui masquent la seule leçon positive qu'ils pourraient en tirer, à savoir : l'insécurité de la situation du salarié. Nous lisons dans l'Humanité du 3-9-65 qu'à Hotchkiss, à Saint-Denis, pour protester contre le licenciement de 5 ouvriers (il s'agit de représentants du personnel) un débrayage d'une demi-heure a eu lieu, avec pétition et délégation auprès de l'Inspection du Travail. De même à la S. I. M. A. (Saint-Dizier) pour manifester contre une réduction d'horaire, c'est à la sous-préfecture qu'a été déposée une motion aux termes de laquelle les ouvriers « exigent des pouvoirs publics une fermeté absolue vis-à-vis de la direction des usines ». C'est au « pouvoir public », à un pouvoir dont on nous rabâche sans cesse qu'il est aux mains des « monopoles » qu'on laisse le soin d'être « d'une fermeté absolue » à l'égard de ces mêmes monopoles ! Ce n'est plus le crétinisme parlementaire que stigmatisait Lénine, c'est un crétinisme étatique ! A l'E.T.M. (l'Humanité 2-9-65) le coup est particulièrement rude : c'est 200 salariés, pour la plupart des jeunes de moins de 18 ans, qui, entre les 3 usines de Lucé, Châteaudun et Bezons, perdent leur travail. L'action syndicale se limite pour l'instant à un tract d'appel à la population ! Tout cela n'empêche pas les bonzes syndicaux de s'auto-féliciter, de parler de « résultats positifs » et de remettre ça de plus belle pour les délégations, motions, et « dialogues » avec les patrons.

C'est ainsi qu'aux usines Krieg et Ziwy, à Montrouge, la C.G.T. se félicite d'avoir obtenu des réductions d'horaires que les travailleurs n'ont fait en réalité que subir : « Quatre cents ouvrières travaillent depuis le 13 septembre 46 h. 15 au lieu de 47 h. 30. Elles ont obtenu dans le même temps une augmentation générale des salaires à partir de 1er octobre de 6 à 10 centimes de l'heure suivant la catégorie et une compensation de 9 centimes de l'heure pour les heures perdues, intégrés dans le salaire. Cela représente une réduction du temps de travail hebdomadaire de 1 h. 15 sans pratiquement de réduction de salaires ». (Humanité du 15-9-65).

Et voilà toute la technique syndicale qui consiste à additionner augmentation de salaires ridicules (2 à 3 %) et compensation d'heures perdues insuffisante pour obtenir un « sans pratiquement de réduction de salaires » ! L'expression elle-même est capitulaire, pire, elle pue le patron à dix pas. C'est exactement ce que dit un patron pour faire accepter une diminution d'horaire ; mais dans la bouche d'une organisation qui prétend défendre les intérêts de la classe ouvrière, c'est abject. En somme : « Estimez-vous heureux que, grâce à nos mots d'ordre de lutte, votre salaire ne baisse pas » !

Chanter victoire quand il y a défaite sur toute la ligne, c'est une vieille habitude des syndicats de collaboration de classes. Le « résultat obtenu » est là, en effet : non seulement pas d'augmentation de salaires cette année chez Krieg et Ziwy, mais baisse du salaire réel. Tant que les prolétaires acceptent les mots d'ordre des luttes fractionnées ; tant qu'ils se soumettent au climat de capitulation, qu'entretiennent les syndicats en chantant de fausses victoires ; tant qu'ils se contenteront des bulletins de vote et des pétitions ; tant qu'ils se laisseront enfermer dans les Conventions et autres accords d'entreprise, les prolétaires ne feront que subir le joug du capital et n'imposeront rien, pas même de modestes revendications immédiates.

LES SYNDICATS ET L'UNITE DE LUTTE

La métallurgie est le secteur le plus menacé, mais c'est aussi celui où le potentiel des salariés est le plus élevé : 2 millions de syndiqués à la Fédération des Métaux. Quelle puissante masse si elle était capable de faire bloc ! Mais la C.G.T. et l'organe du P.C. qui s'en fait l'écho ont une façon toute par-

ticulière de concevoir ce bloc. Contre le patronat « comment gagner ? » titre ce journal le 18-9-65. Nous, nous répondrions tout de suite et tout simplement qu'il faut cesser les escarmouches et préparer un mouvement général sur un programme clair : augmentation de salaires, réduction des heures de travail. Mais nous n'y sommes pas du tout. L'auteur de l'article nous réfute par avance : faut-il aller à l'aventure, sans se soucier de l'avis des intéressés ; en décidant une fois pour toutes qu'il faut agir de telle sorte et n'en plus démordre, en lançant toujours un mot d'ordre unique pour toutes les usines à la fois, celles où les travailleurs sont organisés et celles où ils n'y sont pas, celles où le patron lockoute et là où il cède en partie ? ». Bien entendu il n'est pas de cet avis et après avoir annoncé sentencieusement qu'il « ne peut y avoir d'opposition entre l'action particulière et l'action générale », il donne imperturbablement la priorité à la première sur la seconde : « Il faut — dit-il — commencer dans les usines en établissant avec

les travailleurs des revendications précises qui ont trait à l'atelier, au secteur, à l'entreprise et les lier aux revendications plus générales ». Mais c'est justement parce que vous avez pratiqué ainsi depuis des années et des années qu'il y a des entreprises où les ouvriers ne sont plus (plus et non : pas) syndiqués, où le patron lockoute parce que le syndicat n'est pas capable d'échapper au rapport des forces de l'entreprise pour le porter sur celui de toute la profession. Votre tactique élastique a eu déjà ce résultat : là où la direction rencontre une forte pression ouvrière elle transige précisément sur ces revendications d'atelier, de secteur, sur ces brouilleries dont vous encombrez les revendications générales et à ce moment-là, en l'état de division catégorielle infinie où se trouvent les ouvriers, plus question alors de « les lier aux revendications générales » ! Quant aux entreprises où le personnel est moins fort, moins combatif, le patronat s'y offre le luxe de refuser même les brouilleries et d'y sanctionner les représentants ouvriers : la plus de

syndicats, le découragement, l'isolement et l'état de fait dont vous tirez un mauvais prétexte.

Aussi découragée et divisée qu'elle soit, la classe ouvrière n'est pas incapable de lites d'ensemble si on l'y prépare, si on l'y organise, si on cesse la politique des catégories concurrentes qui émettent ses forces, la tactique de grèves fragmentaires qui la démoralise et le bourrage de crâne patriotique et nationaliste qui endort ses instincts de combat. Mais la classe ouvrière retrouvant ses formes classiques et impérieuses de lutte, c'est la promesse d'un retour futur (futur et non pas immédiat comme vous le prétendez pour faire épouvantail en disant : la grève générale c'est la révolution) la promesse d'un retour futur disons-nous au heurt décisif entre les classes pour la victoire du prolétariat et du communisme. Mais vous, vous avez choisi la démocratie, renouée, véritable, éternelle, c'est-à-dire la perpétuation du capitalisme. Or, celui qui défend la conservation sociale en général, ne peut défendre la classe ouvrière en particulier ou, plus brièvement, aujourd'hui, à l'époque impérialiste, celui qui ne lutte pas pour la révolution communiste ne peut pas plus lutter pour le beefsteak quotidien de l'ouvrier !

QUESTION RACIALE ? QUESTION SOCIALE !

(suite de la 1ère page).

ferme dans d'effroyables quartiers où fleurissent la misère, les vices et les maladies de toutes sortes et que les coutumes, les préjugés, les règlements de police l'emprisonnent derrière autant de murailles invisibles. Alors que le chômage fait ses plus grands ravages précisément parmi ses frères de race, les manœuvres et les sous-prolétaires noirs astreints aux besognes les plus pénibles (un chômage qu'on baptise « technologique » pour faire croire qu'il est la rançon fatale du progrès et non le crime de la société bourgeoise) on lui vante ses droits politiques.

Egal au Blanc, le Noir l'est uniquement sur les champs de bataille et devant la mort ; mais face au policier, au juge, au fisc, au patron, au bonze syndical, au propriétaire de taudis, leur inégalité éclate.

C'est en Californie, où le salarié noir gagne plus qu'à l'Est, que la révolte a éclaté ? C'est vrai, mais n'est-ce pas précisément dans ces régions de boom capitaliste et de prétendu « bien-être » que la disparité de situations entre gens de couleurs différentes est la plus grande ? N'est-ce pas là que le luxe, le gaspillage, la « dolce vita » de la classe dominante — de race blanche, comme par hasard — sont le plus insolents et la prison du ghetto la plus étouffante ?

Ainsi qu'est-ce qui a provoqué la juste et virile colère des Noirs, sinon l'hypocrisie consistant à proclamer sur le papier une égalité que tous les faits réels nient ? En quoi une telle colère est-elle différente de celle que nourrissent de leur côté tous les prolétaires blancs que le développement capitaliste a arraché aux campagnes, précipitamment entassés dans de nouveaux centres industriels et parqués dans tous les bidonvilles de la très chrétienne société bourgeoise, et qui, eux aussi, sont « libres »... de vendre leur force de travail pour ne pas mourir de faim ? Elle a éclaté comme finira toujours par éclater la sainte colère des classes qu'on exploite et bafoue.

« Révolte préméditée contre les lois, les droits d'autrui et l'ordre social » s'est écrié Mc Intyre, cardinal de Notre Sainte Mère l'Eglise. Quelles raisons les esclaves modernes auraient-ils bien de respecter une loi qui les écrase, eux qui n'ont jamais eu l'occasion de s'apercevoir qu'ils possèdent des droits, et encore moins de vérifier que la société obéissait au principe de « Liberté, Egalité, Fraternité » et non pas à celui du désordre !

« Les droits ne se conquièrent pas par la violence » s'est écrié Johnson. Mensonge ! Les Noirs savent bien qu'il a fallu une longue guerre aux Américains blancs pour conquérir les droits que la métropole anglaise refusait de leur accorder. Ils savent qu'il a fallu une guerre plus longue encore aux Blancs et aux Noirs, momentanément unis, pour abolir l'esclavage. Ils savent, parce que la rhétorique chauvine le leur répète journellement, que les pionniers n'ont pu conquérir de terres et de « droits » nouveaux qu'en exterminant les

Peaux-Rouges qui s'opposaient à leur marche vers le Far-West ; ils connaissent la brutalité qui se mit à y régner dès qu'il fut livré à la civilisation de la Bible et de l'Alcool. Qu'était-ce que tout cela sinon de la violence ? Les Noirs ont obscurément compris que, ni dans l'histoire de l'Amérique, ni dans aucune autre, il n'est de neud que la force ne soit capable de trancher ; qu'il n'existe nulle part de droits qui n'aient été conquis dans des conflits parfois sanglants, toujours violents, entre les forces du passé et celles de l'avenir. Que leur ont apporté à eux les cent ans où ils ont pacifiquement attendu les concessions de la magnanimité blanche ? Rien. Le peu qu'ils ont, c'est la peur qui l'a arraché à des maîtres durs, mais inquiets de leurs explosions de colère occasionnelles. Et comment le gouverneur Brown a-t-il défendu les « droits » que les Blancs sentaient menacés par l'ultime révolte, si ce n'est par la violence très démocratique des matraques, des chars d'assaut et de l'état de siège ?

Partout, quelle que soit la couleur de leur peau, les classes op-

primées ont déjà fait la même expérience, et le Noir qui a crié à Los Angeles « notre guerre est ici, non au Vietnam » a exprimé la même idée que les Communistes de Paris ou de Pétrograd lorsqu'ils « escaladèrent le ciel », balayant les mythes bourgeois de l'ordre, de l'intérêt national et de la guerre civilisatrice et annonçant enfin une civilisation humaine.

« La question raciale est une question sociale. C'est la société dans laquelle nous sommes condamnés à vivre qui engendre tous ces maux et c'est seulement sa destruction qui les fera disparaître. Voilà la leçon que les prolétaires drogués par l'opium démocratique et réformiste et endormis dans une illusion de bien-être doivent retirer de la « révolte » de Californie, qui n'a rien de lointain ni d'exotique puisqu'elle couve également chez nous et qui, prématurée et battue, annonce pourtant les victoires futures.

En INDE, les LEÇONS de la VIOLENCE

(Suite de la 1ère page)

En janvier dernier, le président du parti du Congrès mettait en garde le gouvernement indien contre « un plan trop ambitieux qui frapperait les pauvres » et le Times of India se demandait à quoi sert de renforcer la défense aux frontières quand les « défenses économiques intérieures » menacent de s'effondrer. Dans un pays dont l'agriculture est restée aussi arriérée qu'à l'époque des Zemindjari, dont le budget militaire atteint presque la moitié du budget national, les capitaux étrangers bâtisseurs d'une industrie d'avant-garde aggravent chaque jour la disette et le chômage endémiques. Il ne se passe pas de mois sans que le prix des vivres monte et qu'éclatent des manifestations de parias affamés. Comme la Chine de Mao, mais pour d'autres raisons, l'Inde se voit obligée de freiner le « bond en avant » de son industrie. Devant l'explosion de ces antagonismes, quel est l'Etat, quel est le parti de gouvernement, qui ne cherchera pas à détourner vers les frontières ces révoltes de la misère et de la faim ?

L'ennemi est dans les murs, non aux frontières. Mais les forces sociales de l'Inde n'ont pas trouvé dans cette crise d'autres généraux que les défenseurs de l'ordre et de la patrie. Le 14 novembre 1962, pendant le conflit sino-indien, le « communiste » Dange écrivait à Nehru pour lui apporter le « soutien sans réserve » de son parti à la « politique de défense nationale et d'unité nationa-

le ». Depuis cette époque, un parti pro-chinois s'est développé en Inde. Sinae docent ! Mais que peuvent « enseigner » les « Communistes » de Mao sur la voie de la révolution prolétarienne qu'ils ont toujours reniée ? Après leur bruyante « scission », ils ont fait front avec Dange pour glaner ensemble les bulletins de vote dans les parlements provinciaux. C'était renforcer, avec la « démocratie » hindouiste, la coalition des patriotes prêts à exploiter une « trahison » au Cachemire. Et comme pour donner corps à ce mensonge que l'ennemi est aux frontières, la Chine a de nouveau agité l'épouvantail nationaliste des empétements frontaliers.

Ce n'est ni au Sikkim, ni au Cachemire, que se rassemblent les troupes de la révolution indienne, mais à Bombay ou Calcutta, ces métropoles mondiales de la misère et du chômage.

Les rebuts du « progrès » apprendront alors que « les prolétaires n'ont pas de patrie » et que le seul salut des opprimés est dans la violence organisée contre les classes dominantes. Mais ce ne sera pas l'œuvre politique du « socialisme chinois », ni de M. Dange qui fit vanter dans la Grande Encyclopédie soviétique les mérites du Mahatma Gandhi. Une longue et dure expérience de guerres, de famines, de luttes de classe surtout, montrera aux prolétaires de l'Inde la voie internationaliste de leur émancipation. Puissent les prolétaires d'Occident leur en donner l'exemple et en abrégier le cours !

Les leçons de la contre-révolution

ESPAGNE 1936

Si la « tactique » anti-fasciste de l'Internationale Communiste a réussi à détourner le prolétariat occidental de ses buts et de son programme révolutionnaire et à lui faire appuyer politiquement la seconde guerre impérialiste mondiale en tant que pseudo-croisade anti-fasciste, il n'y a eu nulle part de véritable lutte, c'est-à-dire de *lutte armée* ayant le caractère d'une guerre civile, contre le fascisme. Les exploits de l'antifascisme étant restés jusque-là purement parlementaires et verbaux (les seuls épisodes de lutte réelle qui eurent lieu en Italie étaient d'inspiration anti-capitaliste et communiste et non pas anti-fasciste et démocratique), il aurait été bien mal armé pour prendre la tête de la guerre contre l'Axe au nom de la prétendue communauté d'intérêts entre prolétariat et bourgeoisie démocratique si les événements d'Espagne entre 1936 et l'éclatement du second conflit impérialiste n'étaient venus donner une apparence de réalité à la façon dont désormais l'opportunisme présentait l'histoire : non plus conflit de classes attachées chacune à des types de société totalement opposés, mais lutte « entre les forces de la démocratie et celles du fascisme ». Ayant reçu en Espagne comme un baptême du sang, cette thèse vide et absurde que toute l'histoire précédente — pour ne rien dire des principes du marxisme — infirmait prit une force et un ascendant monstrueux, jusqu'à se transformer en idéologie du nouveau massacre impérialiste.

Il suffirait de cela pour qu'à trente ans d'écart, la « révolution » et la guerre espagnole de 1936 méritent de retenir l'attention de tous ceux qui sont soucieux de tirer les « leçons de la contre-révolution » afin de s'orienter révolutionnairement dans le triste marasme d'aujourd'hui : car en les examinant de sang-froid et avec tous les autres avantages du recul historique, il est bien aisé de découvrir que cette « révolution » et cette guerre prouvaient tout le contraire de ce que l'opportunisme qui les exploitait sans scrupules prétendait prouver. Mais leur intérêt ne se limite pas là, car elles éclairèrent crûment le sens d'une autre lutte qui n'est peut-être pas encore devenue tout à fait « inactuelle » : celle du marxisme révolutionnaire (que ses adversaires s'étaient empressés d'enfermer dans le même sinistre tombeau que la grande révolution bolchevique d'octobre 1917 lors de la victoire de Staline) contre l'anarchisme revigoré par la défaite du prolétariat. L'Espagne de 1936 était, en effet, la terre d'élection de l'anarchisme, qui eut alors une occasion unique de « faire ses preuves révolutionnaires », mais qui, en pleine lancée insurrectionnelle, fit le plus extraordinaire fiasco qu'aucun courant, aucune école de lutte politique et sociale ait peut-être jamais été contraints de faire à la dure épreuve des faits. Ainsi l'anarchisme, dont les faiblesses théoriques et pratiques n'avaient jamais été que trop évidentes, mais auquel la défaite du prolétariat lors de la contre-révolution russe permettait de crier aux fatalités réactionnaires soi-disant contenues dans le marxisme, l'anarchisme faisait pour sa part la preuve de l'impuissance fatale réellement contenue dans son apolitisme, son hostilité au centralisme et son idéologie démocratique et libertaire.

000

A la différence de ce qui se passa en Russie, autre pays de capitalisme arriéré, toute l'histoire du mouvement ouvrier se caractérise, en Espagne, par l'impuissance du prolétariat à se constituer en classe indépendante, face à une bourgeoisie industrielle si faible et si inextricablement liée aux agrariens du latifundium qu'elle était bien difficile à repérer derrière ses déguisements politiques. Cette impuis-

sance prit deux formes : tout d'abord et essentiellement celle de l'anarchisme qui convenait bien aux ouvriers d'une industrie gardant très longtemps et dans une grande proportion les caractères de l'époque manufacturière, et plus encore aux mille couches pauvres des villes et aux paysans misérables des latifundia. Plus tard, et principalement dans les zones de grande industrie moderne celle d'un socialisme réformiste et électoraliste d'ailleurs capable, en période de crise, des plus extraordinaires travestissements « révolutionnaires ». Quant à cette impuissance elle-même, on ne peut pas manquer de noter qu'elle ne fait que prolonger celle de la bourgeoisie elle-même à l'époque où elle pouvait encore jouer un rôle révolutionnaire parce que le prolétariat n'était pas là pour la menacer. Et si elle manqua cette occasion par ses compromis avec la puissance conservatrice de l'Eglise et ses concessions aux préjugés populaires lors de la guerre d'indépendance contre la France napoléonienne (1808-1814), bref par ce que Marx appela son manque de cran révolutionnaire, jamais plus elle ne la retrouva. C'est ainsi que le capitalisme espagnol se développa laborieusement, principalement comme produit d'importation étrangère, dans l'enveloppe d'un Etat dynastique périodiquement secoué par les tentatives révolutionnaires d'un libéralisme de plus en plus impossible et qui, jamais, ne parvint à achever la révolution politique d'où l'Etat centralisé moderne était sorti ailleurs.

Si les mille liens qui attachent le socialisme réformiste au régime capitaliste sont évidents (ne serait-ce que du fait de sa participation périodique aux gouvernements bourgeois), il pourra sembler paradoxal d'affirmer que le ralliement de la classe ouvrière espagnole à l'anarchisme ne lui assurait aucune réelle indépendance de classe. C'est qu'une telle indépendance n'est pas « l'autonomie » tant revendiquée par les anarchistes, et à laquelle l'abstentionnisme aurait à la rigueur pu suffire, sans que d'ailleurs ils s'y tiennent ni ne puissent s'y tenir, oscillant entre les refus de principe et les compromissions pratiques, comme ce fut par exemple le cas en 1873 où ils participèrent tranquillement aux gouvernements locaux — *juntas* — des républicains fédéralistes, fauteurs de l'absurde insurrection cantonaliste, compromettant ainsi la Première Internationale aux yeux des masses et donnant au monde, comme le leur reprocha Engels « un exemple magistral de la façon dont on ne doit pas faire une révolution ». L'indépendance de classe est la faculté du prolétariat d'agir à tous les stades de sa lutte en fonction de son programme communiste, selon ses principes et méthodes propres, ce qui suppose la faculté de repérer correctement son ennemi de classe sous tous les déguisements qu'il peut prendre. Une telle faculté devait forcément manquer à un mouvement dont le programme se limitait à l'utopique « suppression de l'Etat » par décret, auquel les principes anti-autoritaires, expropriation de l'individualisme démocratique bourgeois, tenaient lieu de doctrine, de conscience de classe et d'intelligence historique, et dont les méthodes consistaient en un insurrectionnalisme local parfaitement inconsideré.

000

Cette impuissance du prolétariat espagnol durement exploité et profondément révolutionnaire, au sens étroit du mot, à se constituer en classe, c'est-à-dire en parti de révolution et de réorganisation sociale et non point en force électorale a eu, en 1936, le résultat le plus monstrueux. Car qu'à donc signifiait cette insurrection destinée à écraser le « pronunciamiento » de Franco, mais insoucieuse de forger son propre pouvoir révolutionnaire centralisé, sinon l'illusion du prolétariat espagnol d'avoir pour unique tâche d'achever au XX^{me} siècle une révolution du siècle précédent, et d'imposer, lui prolétariat, à une société capitaliste archaïque et rétro la forme politique typiquement bourgeoise de la République démocratique et éventuellement réformiste, devenue depuis longtemps le principal obstacle de la révolution sociale ?

Même assortie des plus généreuses utopies sociales, pareille tentative ne pouvait que faire fiasco. La « vieille réaction militaire, bourgeoise et latifundiaire de toujours » réincarnée dans le franquisme et improprement baptisée « fascisme » (le fascisme est une forme politique ultra-moderne et non pas archaïque) l'emporta donc sur l'absurde coalition de classes du camp « républicain » par supériorité politique bien plus que militaire. Bien plus, au sein même de la coalition républicaine, les forces ouvertement bourgeoises et conservatrices qui se serrèrent autour du Parti communiste se chargèrent de démontrer au prolétariat que pour elles selon les paroles de Marx : « *L'utopie se change en crime dès qu'elle cherche à se réaliser dans les faits* ». Le prolétariat espagnol n'avait pas su tirer de la lutte entre mencheviks et bolcheviks russes son enseignement universel, à savoir : au XX^{me} siècle, la révolution est prolétarienne et communiste, ou se transforme dans les plus brefs délais en contre-révolution. Quand il avait échappé aux déductions de l'anarchisme, cela avait été pour tomber dans les traquenards d'un plat socialisme réformiste, d'un Parti qui, à l'époque, avait globalement refusé d'adhérer à l'Internationale de Lénine. La tentative d'ailleurs faible et contradictoire du P.O.U.M. d'implanter le marxisme révolutionnaire en Espagne l'avait à peine effleuré, en raison même de sa faiblesse et de ses contradictions. Pour l'essentiel, il avait continué à suivre massivement l'anarchisme, qui, fauteur de la fossilisation de la révolution espagnole du XX^{me} siècle dans les schémas du passé, ou, si l'on veut, de sa déviation libérale en politique et utopique en matière économique et sociale, fut aussi le premier chaînon de la contre-révolution. Le second fut celui de l'allié bourgeois de la coalition « républicaine » (trop tard et d'ailleurs incorrectement reconnu et dénoncé) qui, cette fois, prit les traits non point du républicanisme bourgeois, mais du « stalinisme ». C'est seulement beaucoup plus tard, alors que le prolétariat avait cessé de participer comme classe au conflit (même si les ouvriers étaient contraints comme les autres citoyens à combattre dans l'armée républicaine) parce qu'il se désintéressait comme classe de son enjeu, que le troisième chaînon vint terminer la chaîne de la contre-révolution : et ce fut la victoire franquiste. Trente ans après, il ne manque pas de gens pour déplorer que les anarchistes aient trahi leurs propres principes ; ils ne se rendent pas compte que cela revient à revendiquer une absurdité : l'arrêt de la contre-révolution à son premier chaînon, c'est-à-dire à son premier âge, à sa toute première enfance. Il y en a davantage encore pour regretter que la République ait été battue, comme s'il y avait davantage de sens à choisir le second chaînon, la maturité du processus contre-révolutionnaire. Les contre-révolutions sont comme les fleuves, que nulle force ne peut empêcher d'achever leur parcours.

000

Le rapide schéma que nous venons de tracer n'a rien d'arbitraire : il répond à la critique marxiste du faux extrémisme libertaire qui remonte à presque un siècle en arrière, à celle de la démocratie bourgeoise et du réformisme ouvrier par Lénine bien avant la constitution de l'Internationale révolutionnaire ; il dérive de l'immense expérience historique qui va des grandes révolutions classiques de la bourgeoisie à la révolution prolétarienne de 1917, en Russie. Sans ce schéma, il est impossible de déchiffrer les faits embrouillés de la révolution et de la guerre espagnoles de 1936.

La victoire électorale du Front populaire après la dissolution des Cortès qui fit elle-même suite à l'insurrection ouvrière des Asturies, à sa répression et au durcissement bourgeois des « deux années noires (bieno negro) fut le signal d'une intense agitation sociale, de caractère à la fois politique (libération des prisonniers politiques) et économique (revendications de salaire) et intéressant aussi bien les campagnes (Estramadure, Andalousie, Castille, Navarre). A cette tension sociale est pourtant loin de

correspondre une claire orientation politique du prolétariat. Le pacte électoral conclu dans la bataille « contre la droite » avant les élections de février, avait réuni des organisations parfaitement disparates : partis républicains de gauche, parti socialiste et UGT (syndicat socialiste), parti syndicaliste, communiste et jusqu'à l'oppositionnel POUM, ce qui témoigne éloquentement de l'absence d'une délimitation de classe. Le programme adopté par cette alliance contre-nature était purement et simplement le vieux programme républicain (réforme des Cortès, des municipalités, réorganisation des finances, protection de la petite industrie, développement des travaux publics et, sur le papier, une fois de plus, *réforme agraire*) que, abdiquant toute ombre d'indépendance, les partis ouvriers avaient accepté tel quel, bien que chaque point ait « ressemblé à une dérobade ». Et si les anarchistes étaient restés à l'écart de ce Front honteux, ils n'en avaient pas moins cette fois participé aux élections sur la promesse de l'amnistie politique.

Le gouvernement lui-même est composé de républicains bourgeois, que les partis ouvriers soutiennent sans en faire partie. Sentant monter l'orage, le parti socialiste qui n'avait pas craint de faire du ministérialisme en 1931, dans le premier gouvernement républicain, invoque tout à coup les principes et la nécessité pour lui de préserver son indépendance. Tandis que le démagogue Largo Caballero, ancien ministre de l'Etat bourgeois, tente de prendre les devants en agitant le mot d'ordre du « Gouvernement ouvrier », voire d'une « dictature du prolétariat » exercée par son parti très réformiste, tandis qu'il multiplie les ouvertures en direction des anarchistes et invite rhétoriquement les Républicains à s'en aller, le coup d'Etat militaire destiné à « rétablir l'ordre » troublé par les mouvements ouvriers et paysans se prépare. Le 17 juillet, il éclate. L'opportunisme socialiste, courant aux remparts et démentant ses prétentions à exercer « la dictature du prolétariat », va mendier au gouvernement des armes que celui-ci lui refuse. Un nouveau gouvernement se forme, tandis que l'insurrection de l'armée remporte victoires sur victoires en Andalousie où Cordoue et Séville tombent, grâce à la complicité de l'Etat et à la confiance stupide que les organisations ouvrières font au pouvoir légal, et dans le Nord, à Saragosse, Oviedo et les régions environnantes. A Barcelone, à Madrid, au Pays basque, à Valence, à Malaga, l'insurrection échoue par contre, soit à cause de la réplique ouvrière, soit par manque de décision. Une partie de l'Espagne est aux mains de l'armée, une autre apparemment dans les mains des masses prolétariennes et populaires armées, car dans le choc l'Etat républicain a volé en éclats, et ont surgi partout des comités groupant « démocratiquement » des représentants de toutes les organisations ouvrières et exerçant les fonctions aussi bien législatives qu'exécutives en lieu et place des autorités légales évanouies ou rentrées dans l'ombre.

« Réaction défensive au départ, la réplique ouvrière est devenue offensive et agressive » : un « terrorisme de masse » se déchaîne sur les curés, les patrons petits et grands, les hommes politiques bourgeois, les juges, les policiers, les gardiens de prison, les indicateurs et les tortionnaires ; des mesures de saisie ou de contrôle sont prises par les organisations syndicales à l'égard d'entreprises industrielles et commerciales, des transports en commun, des services publics, etc. ; dans certaines campagnes des communes libertaires naissent, qui aboliront superbement l'argent pour leur propre compte. Tout cela débordait évidemment les cadres de l'« antifascisme politique » dans lesquels les partis opportunistes voudront faire rentrer de force le mouvement et témoigne de la violence de l'antagonisme social, du conflit du Capital et du Travail, mais cela ne suffit pas à faire une révolution prolétarienne moderne.

Une révolution est essentiellement une question de pouvoir et une question de programme, non une question de formes d'organisation. Dans l'Espagne de juillet 1936 où

tant de faux « marxistes » ont cru et croient encore voir une « dualité de pouvoir » entre prolétariat et bourgeoisie, aucun parti, aucune force ne pose en réalité le problème du renversement de la République bourgeoise incarnée dans le gouvernement Giral, sous le prétexte qu'il a « perdu toute importance ». Toutes les initiatives sont locales, chaque ville, chaque entreprise, chaque village agissant pour son propre compte, sans préoccupation d'un plan d'ensemble. Les ennemis déclarés de la révolution sociale — socialistes collaborateurs et surtout faux communistes — attendent pour poser à leur façon la question du pouvoir que la bourrasque passe : c'est seulement le 4 septembre que se constituera le gouvernement « ouvrier » de Largo Caballero d'ailleurs désigné nommément par le républicain bourgeois Giral comme le seul susceptible de « gouverner » l'Espagne en ébullition, ce qui signifie de la faire rentrer dans l'ordre. Mais pendant les semaines incandescentes qui vont du 21 juillet au 4 septembre, les anarchistes, faux extrémistes, refusent de poser le problème du pouvoir et donc de « combler le vide créé par l'effondrement de l'Etat républicain ». En Catalogne où ils dominent pourtant la situation, leur prétendu apolitisme se révèle, dès juillet, au feu des événements, et une fois de plus, un opportunisme prêt à toutes les collaborations, et ils s'en vantent :

« Nous pouvions être seuls, imposer notre volonté absolue, déclarer caduque la Généralité de Catalogne et imposer à sa place le véritable pouvoir du peuple (sic) ; mais nous ne croyons pas à la dictature quand elle s'exerce contre nous et nous ne la désirons pas quand nous pouvions l'exercer nous-mêmes aux dépens des autres. La Généralité resterait à son poste avec le président Companys à sa tête, et les forces populaires s'organiseront en milices pour continuer la lutte pour la libération de l'Espagne ». Ainsi naquit le Comité central des milices antifascistes de Catalogne dans lequel les anarchistes se vantèrent d'avoir fait entrer « tous les secteurs politiques, libéraux et ouvriers », et dans lequel beaucoup de pseudo-marxistes ont voulu voir un « pouvoir prolétarien », comme si un véritable pouvoir prolétarien n'aurait pas subordonné la lutte militaire contre l'offensive franquiste à la poursuite de la révolution sociale et comme s'il aurait pu tolérer des « libéraux » en son sein ! Ainsi naquit quelques semaines plus tard le nouveau gouvernement central auquel seulement un mois et demi après sa constitution, les anarchistes non seulement acceptèrent, mais demandèrent de participer, faisant litière de tous leurs prétendus principes, révélant l'opportunisme qui se dissimulait derrière leurs poses libertaires et insurrectionnalistes dans les mêmes termes que de vulgaires réformistes :

« L'entrée de la C.N.T. au gouvernement central est un des faits les plus importants qu'ait enregistrés l'histoire de notre pays. La C.N.T. a toujours été par principe et par conviction anti-étatisante et ennemie de toute forme de gouvernement... Mais les circonstances ont changé la nature du gouvernement et de l'Etat espagnol. Le gouvernement a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'Etat n'est plus l'organisme qui divise la société en classes (sic !). Tous deux cesseront encore plus d'opprimer le peuple avec l'intervention de la C.N.T. dans leurs organes ».

Ainsi s'achevait le tout premier stade de la contre-révolution, et le plus décisif. Nous verrons ultérieurement avec quelle logique implacable les deux autres suivirent. Et nous verrons du même coup ce que la « révolution » et la guerre espagnoles ont historiquement prouvé : non la réalité d'un conflit entre la Démocratie et le Fascisme, mais le rôle contre-révolutionnaire et anti-prolétarien de l'Antifascisme, bannière sanglante de la seconde guerre impérialisme mondiale.

(à suivre)

Réunions Publiques

A MARSEILLE

Le dimanche 24 octobre, à 9 h. 30, arrière-salle du Café « Les Danaïdes », cours Joseph-Thierry.

« Le parti communiste international ; ce qu'il est, ce qu'il veut ».

A PARIS

Le vendredi 12 novembre, à 21 h., salle Lancry, 10, rue de Lancry (X^{me}).

« Le bulletin de vote n'est pas l'arme du prolétariat ».

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{me})

Dép. t. légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

ANNIVERSAIRES...

Rien n'est plus cohérent et plus logique que la dégénérescence opportuniste d'un parti. Le P. C. F., qui avait déjà commémoré la victoire alliée de 1945, la Résistance patriotique et le retour triomphant à la démocratie capitaliste, s'est également souvenu d'autres anniversaires tombant en ce dernier mois de juillet : le premier rapprochement effectué entre socialistes et communistes en 1934, le programme commun adopté par les deux partis l'année suivante et leur participation unie et massive à la fête nationale du 14 juillet.

Nous avons longuement parlé ici du Front Populaire qui fut le résultat de cette unité. Nous n'y reviendrons pas. Qu'on se souvienne seulement que la transition vers le Front Populaire fut le Front commun. Nous avons également expliqué dans ces colonnes combien cette tactique, que notre courant combattit dans la IIIème Internationale dès 1921, et même contre le grand Lénine, fut désastreuse pour le communisme international. Mais rien ne prouve mieux la nocivité d'un mot d'ordre que lorsque son application aboutit à des résultats inverses de ceux qu'on attendait. C'est précisément cette démonstration que « l'Humanité » du 13-7-65 s'est chargée de nous fournir.

La tactique de Lénine, quoiqu'on puisse lui objecter, avait un but révolutionnaire. Il ne s'agissait pas de s'allier aux socialistes, mais de leur proposer des accords limités, dans le seul but de les démasquer aux yeux de la classe ouvrière comme des traîtres, des agents au

service du capitalisme. On devait ainsi, selon Lénine, amener au parti communiste les ouvriers encore abusés par la social-démocratie et par son idéologie réformiste, démocratique et pacifiste. On va juger, par les citations de « l'Humanité », quel fut tout différent lui donna le P. C. F. D'abord il ne s'agissait plus, pour lui, d'accords momentanés, mais d'un véritable pacte. Ensuite, il n'était plus question d'utiliser l'unité d'action pour dénoncer les mauvais bergers de la Seconde Internationale, mais de réaliser une union qui, dit « l'Humanité », « obtenue en dépit des divergences fondamentales » qui séparaient les deux partis, « a beaucoup donné à la classe ouvrière en France ». On n'a pas cherché à ruiner la confiance usurpée dont jouissaient les socialistes auprès des ouvriers et à arracher ces derniers à l'influence réformiste et patriotarde qu'ils exerçaient sur eux, mais on a mis sur pied un pacte « dont aucun des deux partis n'a eu à se plaindre, ni la classe ouvrière dans son ensemble, ni la nation » ! Ainsi, on le dit ici crûment, le Front Populaire a ruiné la dernière espérance révolutionnaire, en l'occurrence celle de Trotsky qui, toujours trop optimiste, pensait qu'en dépit de l'orientation opportuniste de l'Internationale communiste, le front unique pourrait remplir son rôle de classe à la condition que les radicaux bourgeois en fussent exclus.

« L'Humanité » s'empresse de dire que ce fut le contraire qui advint et que c'est là le grand succès du Front Populaire. Permettant « l'alliance entre la classe ouvrière et de larges couches moyennes des villes et de la campagne », favorisant « l'union des forces démocratiques les plus larges », il a abouti « à un immense rassemblement de toutes les forces décidées à défendre la liberté » (c'est-à-dire, les Chautemps, Herriot et Daladier s'empressant, à la première occasion, de jeter les communistes en prison !). L'atmosphère des rencontres, dit encore « l'Humanité » citant un témoin, fut « toujours très courtoise et sérieuse ». Voilà comment le P. C. F. entendait le Front unique de Lénine qui, lui, n'avait jamais de mots assez durs, d'épithètes assez cinglantes pour stigmatiser les social-traités !

Après cela, Dimitrov, au VIIème Congrès de l'I. C. eut le front de dire que le P. C. F. avait réalisé son pacte avec les socialistes « à la manière bolchévique ». Ce n'est après tout qu'un mensonge de plus. Le front unique, répétons-le, fut une grave erreur de tactique de l'Internationale. Du moins les bolchéviques le concevaient-ils dans une perspective révolutionnaire, pour combattre les socialistes, leur chauvinisme, leur réformisme, leur démocratisme et leur pacifisme. Les Thorez et consorts ont réalisé le front commun, puis le Front Populaire, sous l'égide de la défense nationale, de la patrie, du culte du parlementarisme, de la « paix humaine » et de la démocratie indéfiniment renouvelable.

—

Il faudrait des pages et des pages pour citer toutes les déclarations de Lénine et des bolchéviques visant à condamner, dénoncer, stigmatiser les socialistes de la Seconde Internationale, à exiger la rupture la plus totale avec eux. Bornons-nous à quelques phrases. De Lénine, son « Projet de résolution à la Conférence de Zimmerwald » (7 septembre 1915) : « Le socialisme patriote et le socialisme impérialiste — en Allemagne la majorité des anciens leaders et le centre de Kautsky, en Autriche et en France, la majorité du parti — est un ennemi plus dangereux pour le prolétariat que les propa-

gateurs bourgeois de l'impérialisme, car en abusant du drapeau socialiste, il pourrait induire en erreur la partie inconsciente des travailleurs. Une lutte sans merci devra nécessairement précéder toute mobilisation du prolétariat et toute reconstitution de l'Internationale ».

Des 21 conditions d'adhésion à la IIIème Internationale (1920) : « Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre... (7me condition). « Tout parti désireux d'appartenir à la IIIème Internationale a pour devoir de dénoncer, autant que le social-patriotisme avoué, le social-pacifisme hypocrite et faux; il s'agit de démontrer aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Société des Nations (on dirait aujourd'hui de l'O. N. U., NDR) ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes. » (5me condition). De la thèse XXVI du 3me Congrès de l'I. C. : « Il n'y a rien à espérer d'aucune espèce d'entretiens avec les chefs des syndicats, de même qu'avec ceux des différents partis ouvriers social-démocrates et petits bourgeois ».

Et ainsi de suite... Tout autre chose on le voit que la recherche d'accords « dont aucun des deux partis n'aurait à se plaindre » ; tout autre chose qu'une union « pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine ». Il était bon de rappeler ces notions fondamentales du seul véritable communisme en cette année où, après avoir subi toutes sortes de commémorations patriotiques, nous entrons dans la période où nous pourrions évoquer les anniversaires

Les lecteurs de Belgique qui veulent prendre contact avec nous peuvent s'adresser à : B. P. N° 91, Ixelles 1 (Belgique).

prolétaires : ceux de la réaction du prolétariat contre la première guerre mondiale, ceux de la révolution d'Octobre et de la formation de la IIIème Internationale.

Quand au P. C. F. actuel, qui se demande, toujours à propos de l'unité avec les « gérants loyaux du capitalisme », « Pourquoi pas aujourd'hui ? », nous lui souhaitons sincèrement de réussir à s'associer, définitivement cette fois-ci, avec ses compères socialistes, auprès desquels il a accompli déjà de notoires reniements : ce serait peut-être un excellent moyen de dessiller les yeux des ouvriers qui, au défilé du simple bon sens, continuent à lui garder leur confiance.

Capitalisme et chômage

« De même que le capital se reproduit sur une toujours plus grande échelle, le mode de production capitaliste reproduit sur une toujours plus grande échelle, en un nombre toujours croissant, la classe sans biens des ouvriers. Mais comme grâce aux progrès du machinisme et à une agriculture perfectionnée, etc... on a besoin de toujours moins d'ouvriers pour obtenir la même quantité de produits, comme ce perfectionnement, c'est-à-dire le fait de créer un excédent d'ouvriers, progresse toujours plus vite que même le capital qui va croissant, qu'advient-il de ce nombre toujours plus grand d'ouvriers ? Ils forment une armée industrielle de réserve, qui, pendant les temps où les affaires marchent plus mal, est payée au-dessous de la valeur de son travail (les noirs américains en savent quelques choses... NDR), et est occupée irrégulièrement, ou encore retombe à la charge de l'assistante publique (voir la « lutte contre la pauvreté » lancée à grand fracas aux U.S.A., NDR), mais qui, pendant les temps où les affaires sont particulièrement prospères, est indispensable à la classe des capitalistes. »

(Engels, article sur « Le Capital », 1868).

Programme Communiste

Revue théorique du Parti Communiste International publiée dans son numéro 33 (octobre-décembre 1965).

La question parlementaire dans l'Internationale communiste

Un ensemble de textes inédits ou introuvables (introduction de Trotsky et Thèses de Boukharine - Lénine approuvées par le 2me Congrès de l'I. C. ; Thèses de la Fraction Abstentionniste, Italienne et discours de son représentant) qui condamnent par avance le crétinisme parlementaire des « communistes » actuels, tout en mettant en évidence le bien-fondé des positions de notre courant, hostile à l'utilisation tactique des élections et du Parlement.

Le N° 2,50 F (Belgique : 25 FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec « Le Proletaire » : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - En vente dans les principaux kiosques ou à l'adresse du « Proletaire ».

SOTTISIER CHINOIS

« L'Humanité Nouvelle », organe de la fédération des cercles marxistes-léninistes d'inspiration chinoise, nous apprend dans son numéro de septembre 1965, que : « La révolution signifie avant toute chose la révolutionnarisation de la mentalité des individus, dont la clé est de s'armer de la pensée de Mao Tsé-toung pour la transformation à la fois du monde subjectif et objectif ».

On savait déjà que c'est grâce à l'étude attentive de la pensée — sans doute bondissante — du grand Mao Tsé-toung que l'équipe chinoise de ping-pong avait remporté le championnat mondial, de même que c'est toujours grâce à cette pensée — sans doute explosive — que la Chine doit de posséder sa « Bombe ». Mais une pensée qui est « la clé de la révolutionnarisation de la mentalité des individus », ça a tout de même une autre allure ! Enfoncé Staline, le « Grand Architecte du Communisme » !

On se demande bien pourquoi, dans ces conditions, un lecteur de « L'Humanité Nouvelle » lui écrit pour se lamenter en ces termes : « Ah ! Si Staline était là, nous ne serions pas si près de la guerre ! » Tranquillisez-vous, voyons, la pensée de Mao veille.

Nous suggérons enfin respectueusement aux « marxistes-léninistes » de se plonger très sérieusement dans l'étude de la Pensée du Grand Serrurier Mao afin de résoudre le problème que leur pose un de leur lecteur (et auquel, comme ils disent, ils ne « sauraient rester insensibles ») : « Actuellement la bourgeoisie de langue bretonne et française, mécontente du refus du capitalisme français (en l'occurrence de Gaulle) de servir

C'est eux qui le disent...

la Bretagne, a réussi par l'intermédiaire du Centre d'Etudes et de Liaison des intérêts bretons, à ouvrir à Londres (Grande-Bretagne) un centre commercial breton. Par conséquent, vois-tu, camarade, le dur problème du peuple breton, écartelé entre la bourgeoisie française pro-allemande et la bourgeoisie bretonne pro-britannique ».

INTERNATIONALISME.. NATIONALISTE

« Prenant la parole au cours d'un banquet offert en l'honneur d'une délégation roumaine, M. Li Hsien-nien, vice-président du Conseil chinois, a déclaré que c'est seulement en comptant sur elle-même et en poursuivant une politique de construction nationale indépendante que la Roumanie a pu accroître constamment sa puissance et développer la coopération internationale ». (Agence Reuter, 7 août 1965).

Sans doute M. Li Hsien-nien a-t-il ensuite levé son verre à l'internationalisme prolétarien, version chinoise bien entendu ?

LE "CAPITAL LE PLUS PRECIEUX" EST EN HAUSSE

« Plusieurs centaines d'Allemands de l'Ouest détenus à Berlin-Est par les autorités d'Allemagne orientale ont été libérés ces jours-ci... Il y a un an environ, les autorités de Berlin-Est avaient ainsi relâché 800 prisonniers contre livraison de denrées alimentaires par l'Allemagne de l'Ouest pour une valeur totale de 40 millions de

D.M. A l'époque, cette rançon avait été calculée à « tant par tête »... L'Allemagne de l'Est n'ayant plus un besoin pressant de denrées alimentaires, avait demandé cette fois, en échange de sa « clémence », des livraisons de produits industriels... Certaines rumeurs affirment que « les prix par tête ont augmenté cette année »...

(A.F.P., 22 août 1965)

Rappelons qu'en avril 1944, Joël Brand, dirigeant d'une organisation semi-clandestine des Juifs hongrois, fut convoqué à Budapest par Eichmann qui le chargea de négocier auprès des anglo-américains l'échange d'un million de Juifs contre 100 mille camions. Les nazis proposaient même un « acompte » de 100.000 Juifs en gage de leur bonne foi. Les anglo-américains refusèrent : les camions étaient précieux, les Juifs inutiles...

Double moralité : les faux communistes d'Allemagne orientale ont un sens des affaires au moins aussi aigu que les nazis et de surcroît ils sont plus heureux qu'eux car les « Revanchards » de Bonn se montrent plus humanitaires que les champion de la grande croisade anti-fasciste pour la Liberté et la Démocratie. Et réjouissons-nous : l'homme, « le capital le plus précieux », est en hausse !

ET VIVE L'ARMEE REPUBLICAINE

« France Nouvelle », hebdomadaire du P.C.F., rend hommage à Muselier, « amiral républicain », qui vient de mourir : « Notre Parti n'a jamais entendu reprendre à son comp-

te un antimilitarisme primaire. Il sait, il a su rendre hommage aux soldats, aux officiers, fusent-ils amiraux, qui savent confondre l'image qu'ils se font de la France avec le visage du peuple. Et c'est bien pourquoi nous distinguerons dans notre souvenir la figure de cet amiral qui sut, sans être des nôtres, cependant choisir le patriotisme et choisir la démocratie ». (Pour ceux qui ne le sauraient pas, cet amiral-là eut l'impérissable mérite patriotique et démocratique de rallier de Gaulle à Londres avec deux navires).

Que le cuirassé Potemkine et l'« Internationale » qui voulait que les prolétaires-soldats réservent leurs balles à leurs généraux sont donc loin ! Les « communistes » super-patriotes et super-démocrates en sont restés à... 1789.

SURPRISE-PARTIE AUX CHAMPS-ELYSEES

« Pour fêter son soixante-dixième anniversaire, la C.G.T., descendue, vendredi soir, dans les « beaux quartiers », a offert une réception au milieu des jardins des Champs-Élysées, dans la salle des Ambassadeurs. La C.G.T. a voulu aimablement faire couler champagne, jus de fruits ou whisky sous les lambris et les lustres qui, habituellement, voient évoluer les fidèles des « cocktails » parisiens et les défilés de mannequins ». (« Le Monde », 19-20 septembre).

Il n'est pas rare que nos camarades qui diffusent « Le Proletaire » se voient demander insidieusement par quelque bonze syndical : « D'où vient

l'argent ? ». Ces gens-là ont oublié, c'est normal, que les militants révolutionnaires savent faire des sacrifices. Mais c'est bien le cas cette fois-ci de leur retourner la question : Qui paie les « cocktails »... syndicaux ?

LE "COMMUNISME" DES MENDIANTS

Que les « communistes » super-opportunistes, loin de vouloir la fin révolutionnaire du capitalisme, aspirent seulement à appliquer un vernis sur sa face hideuse, cela se voit dans les grandes comme dans les petites choses. Un exemple : « C'est avec plaisir que nous avons relevé parmi les récipiendaires de la médaille du travail, promotion du 14 juillet, le nom de notre camarade Rieux Joseph (médailles d'argent et de vermeil) à qui nous adressons nos sincères félicitations. Récompense bien méritée pour les ouvriers, elle représente de nombreuses années de travail au service du capital. Nous croyons qu'on pourrait faire un geste bien plus large envers ces travailleurs qui ont contribué à faire la fortune de leurs patrons. Hélas, dans notre pays, l'exploitation de l'homme par l'homme est de rigueur au détriment de celui qui apporte le capital le plus précieux, « sa force de travail » ! Une médaille c'est bien ; mais l'avancement de l'âge de la retraite et l'augmentation de cette dernière au prorata du coût de la vie serait, nous le pensons, encore mieux. Signé : « La cellule ». (Extrait du Patriote, supplément de l'Humanité-Dimanche, 25-7-65) Allons, messieurs les capitalistes, un bon mouvement ! distribuez quelques médailles supplémentaires (aux « communistes » de préférence), ajoutez quelques miettes aux retraités et... le règne du « socialisme » à la mode russe arrivera !